

et si le Conseil fédéral est prêt à donner des explications sur les «apparentes incohérences» qui marqueraient cette affaire:

a. Dans son rapport sur le postulat Roy, le Conseil fédéral a exposé que, «fidèle à la devise de la disponibilité, (il) continuera à mettre ses bons offices à disposition partout où les parties en conflit le souhaiteront, où une telle activité se révélera indiquée et où elle pourra contribuer – ne serait-ce que modestement – au maintien ou au rétablissement de la paix».

La réponse à tous les quatre postulats a été guidée par ce principe. Il demeure cependant que la prestation de bons offices relève de l'activité gouvernementale proprement dite et que, nécessitant dans chaque cas d'espèce l'évaluation de la situation donnée, elle ne peut pas être réglemée à l'avance et de façon générale.

b. Dès lors qu'il n'est pas possible d'établir de règles générales en ce qui concerne les bons offices et qu'en égard à la diversité des cas particuliers, le Conseil fédéral ne peut pas s'obliger par avance à prendre des mesures concrètes, il se voit contraint de rejeter les postulats qui pourraient aller dans ce sens. C'est pour cette raison que le Conseil fédéral a proposé le rejet des deux postulats Roy et Ziegler. Il partage toutefois pleinement le désir des postulants qu'une grande importance soit accordée à la politique des bons offices, comme cela ressort d'ailleurs de son rapport circonstancié sur le postulat Roy.

c. Le fait que le Conseil fédéral ait été prêt à accepter les postulats Ott et Bauer ne contredit aucunement sa proposition de rejeter les postulats Roy et Ziegler; celle-ci résulte bien plus des considérations évoquées ci-dessus.

En effet, les postulats Ott et Bauer se réfèrent de façon concrète à la problématique du désarmement et se bornent à inviter le Conseil fédéral à examiner dans quelle mesure il pourrait offrir ses bons offices dans le sens d'un contrôle efficace de futurs accords sur le désarmement. Le postulat Ziegler, en revanche, requiert du Conseil fédéral des mesures définies de manière concrète; quant à lui, le postulat Roy avait en vue l'élaboration d'un ensemble complet de mesures tendant à la prestation future de bons offices dans les domaines politiques les plus divers.

2. Sur la troisième question de l'interpellateur, le Conseil fédéral déclare ce qui suit:

a. Dans le conflit armé qui a opposé l'Argentine à la Grande-Bretagne, la Suisse a assumé la protection des intérêts de ce dernier Etat en Argentine; l'Argentine a pour sa part confié au Brésil la protection de ses intérêts. En acceptant ce mandat de puissance protectrice, la Suisse a été fidèle une fois encore à un rôle qui lui revient traditionnellement, savoir: mettre ses bons offices à disposition pour le maintien des contacts entre des Etats en guerre.

b. En ce qui concerne le Moyen-Orient, les parties au conflit, tout comme les autres membres de la communauté internationale, savent que notre pays est prêt à contribuer à la recherche de solutions aux problèmes libanais et palestiniens. Cependant, en raison du fait qu'une grande puissance, avec l'appui d'autres Etats entretenant des contacts spéciaux avec les parties au conflit, ainsi que le Conseil de sécurité de l'ONU sont intervenus pour trouver une solution devant la situation dramatique à Beyrouth, aucune possibilité de fournir une contribution efficace ne s'est présentée jusqu'ici à la Suisse. Le Conseil fédéral, en revanche, comme il l'a dit déjà publiquement, est intervenu auprès d'Israël pour que soient respectées les Conventions de Genève relatives à la protection des combattants et des civils, et pour que le CICR puisse exercer ses activités sans entraves.

Präsident: Der Interpellant erklärt sich von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt.

82.564

Interpellation Braunschweig

UNO-Sondersession über Abrüstung. Schweizerisches Dokument 1982

Session spéciale de l'ONU sur le désarmement. Document suisse 1982

Wortlaut der Interpellation vom 6. Oktober 1982

In erfreulicher Weise liess der Bundesrat zum zweiten Mal der Sondersession der Generalversammlung der UNO über Abrüstung durch befreundete Staaten ein «Schweizerisches Dokument 1982» vorlegen.

Wir bitten den Bundesrat um einige zusätzliche Informationen:

1. Allgemeines. Wie beurteilt der Bundesrat den Verlauf, das politische Klima und die Ergebnisse dieser UNO-Sondersession über Abrüstung? Gibt es Hoffungszeichen? Welche Aufnahme fand das Schweizerische Dokument 1982?

2. Zum Inhalt des Schweizerischen Dokumentes 1982. Welche Möglichkeiten der Unterstützung internationaler Abrüstungsbemühungen, die der Bundesrat ausdrücklich in Aussicht stellt, sieht er für die Schweiz ausser der Zur-Verfügung-Stellung unseres Territoriums zur Abhaltung von Verhandlungen über Rüstungskontrolle und Abrüstung?

Hat der Bundesrat seine Überlegungen und Anregungen mit anderen neutralen und nichtgebundenen Staaten abgesprochen?

In welcher Weise hat die Schweiz von der Möglichkeit Gebrauch gemacht, im «Comité du Désarmement» (CD) in einem beschränkten Rahmen mitzuarbeiten?

Was ist aus den Vorschlägen für die Schaffung einer internationalen Abrüstungsagentur und eines Beobachtungssatellitensystems geworden, erwähnt im Schweizerischen Dokument 1978?

3. Atomsperrvertrag. In welcher Richtung bewegen sich die Vorbereitungen der Schweiz im Hinblick auf die nächste Atomsperrvertrags-Überprüfungskonferenz, die für das Jahr 1985 vorgesehen ist?

Im Schweizerischen Dokument 1978 hat der Bundesrat noch ausführlich zu Entwicklungen im Bereich der friedlichen Nutzung der Kernenergie Stellung genommen. 1982 äusserte sich der Bundesrat kaum zu diesem Fragenkreis. Wie ist dieses Schweigen zu verstehen?

4. KSZE. Welcher Fahrplan und welche Möglichkeiten sieht der Bundesrat in bezug auf die gegenwärtig unterbrochene KSZE-Nachfolgekonzferenz in Madrid, auf eine spätere Konferenz zur Stärkung des gegenseitigen Vertrauens und der Sicherheit und schliesslich in bezug auf eine zukünftige KSZE-Nachfolgekonzferenz, um diese Anstrengungen weiterzuverfolgen? Wird sich die Schweiz – zusammen mit andern neutralen und nichtgebundenen Staaten – auch unabhängig von der Meinung der USA über die Weiterführung der KSZE an ihre Ideen und Absichten halten (nachdem dieser amerikanische Meinungsbildungsprozess offenbar noch nicht abgeschlossen ist, gemäss jüngster Aussage von Herrn Botschafter Edouard Brunner in New York)?

5. Weitere Abrüstungsverhandlungen. Ist der Bundesrat bereit, Stellung zu nehmen zum Wiederbeginn der Verhandlungen betreffend Rüstungsbeschränkung in Wien (MBFR-Gespräche am 23. September 1982 über Reduktion von Atomwaffen mit einer Reichweite von weniger als 1000 km und ganz allgemein von Streitkräften in Europa), in Genf (INF-Verhandlungen am 30. September 1982 über die Begrenzung der Mittelstrecken-Nuklearwaffen und START-Gespräche am 6. Oktober 1982 über die Reduktion der strategischen Nuklearwaffen) und eventuell in New York (gegenwärtige UNO-Generalversammlung über einen Vortrag für Atomwaffen-Testverbot)?

Texte de l'interpellation du 6 octobre 1982

Le Conseil fédéral a pris une nouvelle fois l'heureuse initiative de préparer un document présentant le point de vue de la Suisse en matière de désarmement, document qui a été remis à la session spéciale de l'ONU chargée d'examiner cette question par l'entremise d'Etats amis.

Nous prions le Conseil fédéral de fournir quelques informations supplémentaires:

1. Généralités. Quelle impression le déroulement de cette session de l'ONU, le climat politique dans lequel elle a eu lieu et ses résultats donnent-ils au Conseil fédéral? Y a-t-il des signes qui justifient l'optimisme? Quelles réactions le document suisse a-t-il suscitées?

2. Remarques concernant le document suisse. Quelles sont, outre la mise à disposition de notre territoire pour des conférences sur le contrôle des armements et sur le désarmement, les possibilités auxquelles le Conseil fédéral fait expressément allusion, de soutenir les efforts entrepris sur le plan international en vue d'un désarmement?

S'est-il concerté avec d'autres Etats neutres ou non engagés au sujet des suggestions qu'il entend faire?

Jusqu'à quel point la Suisse a-t-elle tiré parti de la possibilité qui lui est offerte de collaborer dans une mesure limitée aux travaux du comité du désarmement?

Quelle est actuellement la position du gouvernement à l'égard des propositions qu'il avait faites en 1978 en vue de la création d'une agence internationale du désarmement et d'un système de satellites d'observation?

3. Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. A quoi tendent, d'une façon générale, les travaux préparatoires entrepris par la Suisse en vue de la prochaine conférence de révision du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui doit se réunir en 1985?

Le Conseil fédéral s'était longuement étendu en 1978 sur l'évolution constatée en matière d'exploitation pacifique de l'énergie nucléaire. Il ne s'est guère exprimé à ce sujet dans son nouveau document. A quoi faut-il attribuer ce silence?

4. Conférence sur la sécurité et le désarmement en Europe. Comment le Conseil fédéral conçoit-il l'organisation de la conférence de Madrid faisant suite à la CSCE, conférence qui est actuellement suspendue, d'une future conférence visant à renforcer la confiance mutuelle et la sécurité et enfin d'une future conférence destinée à compléter les travaux de la CSCE, et quelles sont les possibilités de poursuivre les efforts entrepris dans ce domaine?

La Suisse cherchera-t-elle – de concert avec d'autres Etats neutres ou non engagés – à obtenir la réalisation de ses intentions, quelle que soit l'opinion de l'Amérique au sujet de la reprise de la CSCE? (Selon de récentes déclarations de M. Edouard Brunner, ambassadeur, à New York, la politique américaine en la matière n'a pas encore été arrêtée.)

5. Autres négociations sur le désarmement. Le Conseil fédéral est-il disposé à donner son avis sur la reprise des négociations sur le désarmement à Vienne (négociations MBFR, le 23 septembre 1982, sur la réduction des armes atomiques d'une portée inférieure à 1000 km et, d'une façon générale, sur la réduction des forces armées stationnées en Europe), à Genève (négociations INF, le 30 septembre 1982, sur la réduction des armes atomiques de moyenne portée et négociations START, le 6 octobre 1982, sur la réduction des armes nucléaires stratégiques) et, le cas échéant, à New York (session actuelle de l'assemblée générale chargée d'élaborer un traité interdisant l'expérimentation d'armes atomiques)?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Affolter, Baechtold, Bäumlin, Bircher, Borel, Bundi, Christinat, Euler, Gerwig, Gloor, Hubacher, Jaggi, Lang, Leuenberger, Mauch, Morel, Morf, Neukomm, Ott, Reiniger, Renschler, Robbiani, Schmid, Stich, Vannay, Zehnder, Ziegler-Genf (27)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates**Rapport écrit du Conseil fédéral*

1. Allgemeines. Die zweite UNO-Abrüstungs-Sondergeneralversammlung hat in einem Engpass geendet. Da sie keine Einigung über ein Aktionsprogramm zustande brachte, beschränkte sie sich darauf, als Schlussdokument den Bericht ihrer Spezialkommission zu verabschieden, der jedoch noch alle an der Konferenz zutage getretenen Meinungsverschiedenheiten widerspiegelt. Ebenfalls ohne Ergebnisse blieben die Verhandlungen im Bereich der institutionellen Mechanismen (z. B. Erweiterung der Zusammensetzung des Genfer Abrüstungskomitees, Schaffung einer speziellen Abrüstungsagentur usw.). Der einzige Konsens erstreckt sich auf die Notwendigkeit einer weltweiten Abrüstungsinformation, obwohl auch hier nicht alle Unklarheiten vermieden werden konnten.

Gesamthaft hat sich die Session in einem wenig zuversichtlichen Klima abgepielt. Die Hauptursache für den Misserfolg dürfte in den Spannungen zwischen den beiden Supermächten zu suchen sein. Für positive Ergebnisse im Rüstungsbegrenzungs- und Abrüstungsbereich fehlten einerseits das gegenseitige Vertrauen und die erforderliche Gesprächsbereitschaft. Andererseits beeinträchtigten schwere Konflikte in verschiedenen Teilen der Welt den Gang der Verhandlungen. Auch wenn man die zweite Abrüstungs-Sondergeneralversammlung ohne Illusionen beurteilt, darf aber doch ihre längerfristige Auswirkung nicht unterschätzt werden. Die laufenden bilateralen, regionalen oder universellen Abrüstungsbemühungen sind nicht unterbrochen worden. Aufgrund ihres weltweiten Charakters und der vielfältigen Ansichten regt eine solche Konferenz zu Überlegungen an, die dann wieder in neue Aktionen ausmünden können. Sie hat sozusagen die Funktion eines Katalysators. Umgekehrt eignet sich eine universelle Konferenz erfahrungsgemäss, insbesondere in einem technisch-politischen Bereich, der, wie die Abrüstung, so eng mit der Sicherheit der Staaten verbunden ist, nur schlecht als Verhandlungsforum.

Das Schweizerische Dokument, das, wegen unserer Nichtmitgliedschaft bei der UNO, wiederum durch Vermittlung dritter Staaten – es waren dies erneut Finnland, Jugoslawien, Österreich und Schweden – eingereicht werden musste, hat während der Konferenzdauer angesichts der zu bewältigenden Unzahl von Vorschlägen, Anregungen und Studien ein eher marginales Interesse geweckt. Sein Studium wird von den überlasteten Delegationen den Kanzleien ihrer Hauptstädte überlassen worden sein. Ungeachtet dieses eher mässigen Echos erscheint es aber aus grundsätzlichen Erwägungen wichtig, dass die Schweiz in Fragen, die auch die eigene Sicherheit betreffen, ihren Standpunkt bekannt macht.

2. Zum Inhalt des Schweizerischen Dokumentes 1982. Der Bundesrat hat nicht nur wiederholt und unzweideutig seine Bereitschaft bekundet, die internationalen Rüstungsbegrenzungs- und Abrüstungsbemühungen zu unterstützen, soweit dies mit dem Status der dauernden und bewaffneten Neutralität der Schweiz vereinbar ist; von einer Ausnahme abgesehen, ist die Schweiz zudem allen seit dem Zweiten Weltkrieg ausgehandelten internationalen Rüstungsbegrenzungs- und Abrüstungsabkommen beigetreten. Der Bundesrat gedenkt, an dieser Politik festzuhalten.

Bei der erwähnten Ausnahme handelt es sich um die Konvention von 1977 über das Verbot der Verwendung von umweltverändernden Techniken zu militärischen oder sonstwie feindseligen Zwecken. Die zuständigen eidgenössischen Behörden prüfen gegenwärtig die Möglichkeit eines Beitritts der Schweiz auch zu dieser Vereinbarung. Auch am Bereich der für die Abrüstung notwendigen flankierenden Massnahmen ist die Schweiz lebhaft interessiert. Die im Rahmen der KSZE entwickelte schweizerische Initiative für ein System der friedlichen Streiterledigung gehört in diesen Zusammenhang.

Schliesslich sieht der Bundesrat, wie er es in beiden Dokumenten (1978 und 1982) zum Ausdruck gebracht hat, allen-

falls auch im Bereich der Verifikation von vertrauensbildenden, Rüstungskontroll- und Abrüstungsmassnahmen Möglichkeiten der Mitwirkung für einen neutralen Kleinstaat.

Die in diesen Dokumenten enthaltenen Überlegungen und Anregungen sind mit anderen neutralen und nichtgebundenen Staaten nicht abgesprochen worden.

Die UNO-Abrüstungs-Sondergeneralversammlung von 1978 hatte eine Reorganisation der damaligen «Conférence du Comité du Désarmement» (CCD) in Genf angeordnet, die in das heutige «Comité du Désarmement» (CD) übergeführt wurde. Seither können in diesem Komitee, dem 40 UNO-Staaten angehören, in einem beschränkten Masse auch Drittstaaten, darunter auch Nichtmitglieder der UNO, mitwirken. Einerseits ist es solchen Staaten gestattet, den Sitzungen des Komitee-Plenums als Beobachter beizuwohnen und dort Erklärungen abzugeben, andererseits können sie an den Sitzungen der Arbeitsausschüsse des Komitees vollberechtigt teilnehmen. Die Schweiz hat, wie viele andere Nichtmitglieder des Komitees, von dieser Gelegenheit Gebrauch gemacht. Sie verfolgt die Arbeiten des Plenums als Beobachter und hat dort zum Problem der chemischen Waffen und zu jenem der sogenannten «nuklearen Garantien», d. h. der Garantien seitens der Kernwaffenstaaten, die Nichtkernwaffenstaaten unter gewissen Bedingungen weder mit Kernwaffen zu bedrohen noch anzugreifen, interveniert. Ausserdem hat sie bisher an den Arbeiten in beiden Arbeitsausschüssen, die sich mit den chemischen Waffen und den «nuklearen Garantien» beschäftigen, teilgenommen. Leider ist es seit 1977 in keiner der vom Genfer Abrüstungskomitee behandelten Fragen zu einem Ergebnis gekommen. Daran vermochte auch die Mitwirkung von Drittstaaten nichts zu ändern.

Von den beiden Ideen, die der Bundesrat im Dokument von 1978 unterstützt hatte, nämlich dem ursprünglich niederländischen Vorschlag zur Schaffung einer internationalen Abrüstungsagentur und der ursprünglich französischen Idee eines internationalen Beobachtungssatellitensystems, war, neben weiteren Fragen des sogenannten Abrüstungsmechanismus, sowohl in der ersten wie in der zweiten Abrüstungs-Sondergeneralversammlung viel die Rede. Bisher wurde jedoch noch keines der beiden Vorhaben verwirklicht. Sie sind aber im Schlussdokument der Konferenz von 1978 eindeutig zur Weiterbehandlung empfohlen worden.

3. Atomsperrvertrag. Die Schweiz verfolgt hinsichtlich der Nonproliferation im allgemeinen und des Atomsperrvertrages im besonderen eine durch langjährige konstante Praxis fundierte Politik. Ein wichtiger Bestandteil dieser Politik liegt in der getreulichen Einhaltung der in diesem Bereich, insbesondere auch durch den Atomsperrvertrag übernommenen internationalen Verpflichtungen. Die Bundesbehörden verfolgen aufmerksam alle internationalen Geschehnisse und Entwicklungen betreffend Nonproliferation und nehmen, soweit dies möglich ist, an den entsprechenden internationalen Treffen, Besprechungen oder Konferenzen teil. Eine weitergehende Vorbereitung ist im Hinblick auf die Atomsperrvertrags-Überprüfungskonferenz von 1985 im gegenwärtigen Zeitpunkt noch verfrüht.

Das Schweizerische Dokument von 1982 ruft in den Grundzügen jene Punkte in Erinnerung, die bereits im Dokument von 1978 der UNO bekanntgegeben worden waren. Dabei beschränkte es sich, um unnötige Wiederholungen zu vermeiden, auf Grundsatzaussagen zu Rüstungsbeschränkung, Abrüstung, Waffen und Verifikation im eigentlichen Sinne, was jedoch nicht bedeutet, dass die übrigen Ausführungen des Dokuments von 1978, wie zum Beispiel jene betreffend die friedliche Nutzung der Kernenergie, gegenstandslos geworden wären. Dadurch, dass dem neuen Dokument das alte vollumfänglich und ohne Änderungen beigelegt wurde, wollte man dessen Weitergeltung unterstreichen.

4. KSZE. Im Dezember 1981 präsentierten die Schweiz und die anderen neutralen und nichtgebundenen Teilnehmerstaaten der KSZE einen Entwurf zu einem Schlussdoku-

ment des Madrider Treffens. Unter anderem enthält dieser ein detailliertes Kapitel über eine künftige «Konferenz über vertrauens- und sicherheitsbildende Massnahmen und über Abrüstung in Europa». Es ist vorgesehen, dass eine solche Konferenz in enger Verbindung mit dem KSZE-Prozess stehen und zwei Etappen umfassen würde, wovon die erste ausschliesslich den Massnahmen zur Verstärkung des Vertrauens und der Sicherheit gewidmet wäre.

Die Einberufung einer Europäischen Abrüstungskonferenz (EAK) hängt also von einem Konsens der 35 Teilnehmerstaaten über das gesamte Schlussdokument des Madrider Treffens ab. Der von den neutralen und nichtgebundenen Staaten vorgelegte Text zur EAK hat bei den anderen Teilnehmerstaaten bereits breite Zustimmung gefunden. Etliche Delegationen, aus Ost wie West, möchten indessen noch einige Punkte klären, so insbesondere die Definition der Zone, in welcher die Massnahmen zur Verstärkung des Vertrauens und der Sicherheit angewendet werden sollen. Eine der Aufgaben des Madrider Treffens, das seit dem 9. November wieder im Gang ist, besteht demnach darin, über die noch offenen Fragen bezüglich der Modalitäten einer EAK zu verhandeln. Diese Aufgabe wird nicht leicht sein, einerseits, weil sich die Ost-West-Beziehungen generell verschlechtert haben, und andererseits, weil eine EAK, welche gemäss den im Dokument der Neutralen und Nichtgebundenen vorgesehenen Modalitäten durchgeführt würde, direkte Auswirkungen auf die Globalinteressen der grossen Militärmächte hätte. So wird ersichtlich, dass ein Schlussdokument, welches den Konsens der 35 Teilnehmerstaaten gewinnen sollte, auf alle Fälle auch die betroffenen Grossmächte – speziell die USA und die UdSSR – zufriedenstellen müsste.

Die Schweiz ihrerseits wird weiterhin das Ziel verfolgen, das sie sich mit den anderen Neutralen und Nichtgebundenen gesteckt hat: dass nämlich ein Beschluss gefasst wird, wonach einige Monate nach Beendigung des Madrider Treffens die erste Phase einer EAK einzuberufen wäre.

5. Weitere Abrüstungsverhandlungen. Der Bundesrat hat bereits in der Vergangenheit alle gegenwärtig wieder laufenden Abrüstungsverhandlungen begrüsst. Es wäre zweifellos für die Welt, und somit auch für die Schweiz, von Vorteil, wenn diese Bemühungen zum Erfolg führten. Der Bundesrat würde insbesondere konkrete Resultate im Bereich der Kernwaffenverhandlungen befürworten, nicht nur, weil diese Waffen heute für die Menschheit ein bedeutendes Gefährdungspotential darstellen, sondern weil die Schweiz, wie andere dem Atomsperrvertrag angehörende Nichtkernwaffenstaaten, aufgrund von Artikel VI dieses Vertrages einen Anspruch auf Massnahmen zur Beendigung des nuklearen Wettrüstens und zur nuklearen Abrüstung hat.

Präsident: Der Interpellant erklärt sich von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt.

82.573

Interpellation Dafflon

Freilassung eines demokratischen Politikers in Südkorea

Libération d'un démocrate sud-coréen

Wortlaut der Interpellation vom 7. Oktober 1982

Für die letzten Präsidentschaftswahlen in Südkorea hat eine demokratische Oppositionspartei Kim Dae Jung als Kandidaten aufgestellt. Er war der einzige Gegenkandidat des offiziellen Kandidaten Djeun Dou'Hwan. Dieser setzte sich

Interpellation Braunschweig UNO-Sondersession über Abrüstung. Schweizerisches Dokument 1982

Interpellation Braunschweig Session spéciale de l'ONU sur le désarmement. Document suisse 1982

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1982
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	82.564
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.12.1982 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1800-1802
Page	
Pagina	
Ref. No	20 011 062

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.